

# Chapitre 7

## Comment rendre compte de la mobilité sociale ?

### Introduction

Au cours de leur vie et par rapport aux générations qui les précèdent, les individus sont amenés à changer de situation professionnelle et de position sociale. L'étude de ces changements s'appelle la mobilité sociale.

La mobilité sociale correspond au changement de position sociale, de groupe social, d'un individu ou d'un groupe d'individus.

Contrairement aux sociétés aristocratiques, où les places de chacun sont données et figées dès la naissance pour une majorité d'individus, une société démocratique est supposée permettre à chacun de s'élever selon son mérite.

Le constat d'une société mobile conduit à s'interroger sur les facteurs qui facilitent cette mobilité et sur ceux qui la freinent.

Si les transformations de la société (tertiarisation de l'économie) produisent d'inévitables changements, certains changements tiennent aussi aux initiatives et stratégies des individus et de leurs familles pour connaître une promotion sociale.

Notre réussite sociale est-elle fixée d'avance en fonction de nos origines sociales ou dépend-elle des efforts de chacun ?

L'école républicaine devrait notamment permettre à chacun quelque soit son origine sociale de favoriser la mobilité sociale et ... pourtant...

Toutes les générations connaissent-elles le même destin ? L'évolution de la conjoncture économique et de la structure socio-professionnelle, le poids de la famille ne sont-ils pas aussi des déterminants de la mobilité sociale ?

La mobilité ou la reproduction ont des impacts sur le lien social (chapitre 10), sur les types et l'intensité des conflits sociaux (chapitre 11).

## 1 Comprendre la mobilité sociale : définitions, composantes et évolutions

### A Différentes formes et mesures de la mobilité

Les sciences sociales reconnaissent plusieurs types de mobilités. On peut citer la mobilité géographique : d'une part la mobilité résidentielle correspond à un changement de résidence principale au sein d'un même pays, d'autre part les migrations désignent un changement de pays de résidence, enfin la migration quotidienne désigne les déplacements effectués dans la journée.

On peut citer aussi les études sur la mobilité professionnelle, qui décrivent les parcours individuels comme une succession d'états caractérisés par les indicateurs d'activités (emploi, chômage, inactivité) ou de professions (CSP).

L'emploi étant une dimension structurante du statut social, on peut caractériser le statut d'une personne par sa profession actuelle, appelée **position** sociale et par celle de ses parents, appelée origine sociale.

Lorsque la position et l'origine sociale sont identiques, on parle de reproduction sociale, sinon l'individu est en mobilité sociale. Celle-ci peut être de 3 types :

- D'une part, elle peut correspondre à une amélioration du statut social, il s'agit alors d'une promotion sociale ou mobilité ascendante
- D'autre part, elle peut signifier une perte de statut, on parle alors de démotivation sociale ou mobilité descendante
- Enfin l'individu peut avoir une profession différente de ses parents mais un statut équivalent, on parle de mobilité horizontale.

La sociologie cherche à étudier les grandes évolutions, les permanences sur une longue période. Elle privilégie ainsi l'analyse des groupes d'individus et non celle d'un individu en particulier.

L'étude sociologique de la mobilité sociale concerne surtout la mobilité entre les générations, c'est la mobilité intergénérationnelle. Elle s'oppose à la mobilité intragénérationnelle qui caractérise les changements de position sociale des individus au cours de leur vie active.

Entre 1953 et 2003, la part des individus qui se situent dans la même catégorie socioprofessionnelle que leur père diminue sensiblement. La diminution de la reproduction sociale qui profite aux générations du baby-boom s'explique par la massification scolaire et la forte croissance des emplois qualifiés. La tertiarisation de l'économie se traduit par un bouleversement de la structure sociale.

Les sociétés démocratiques se caractérisent par le souhait qu'une société soit suffisamment ouverte pour que tous les individus aient les mêmes chances d'accéder à toutes les positions sociales.

On peut justifier cette préoccupation par :

- La circulation des élites est économiquement et politiquement efficace
- Une parfaite égalité des chances est souhaitable au regard de la justice sociale (idéal méritocratique)
- Une parfaite égalité des chances est souhaitable au regard de la cohésion sociale.

Elle est un enjeu social : la société est-elle capable d'offrir une égalité des chances dans l'obtention des positions sociales ? Elle est un enjeu économique : l'économie sera plus performante si elle sélectionne les meilleurs.

Elle est un enjeu politique : l'égalité des chances est une idéologie mobilisatrice.

L'Etat doit offrir les mêmes chances à l'école, fournir les moyens économiques (revenus sociaux, bourses) et des services publics (bibliothèque) aux familles défavorisées.

Le sociologue américain Pitirim Sorokin (1899-1968) construit des tables de mobilité. Ce sont des tableaux à double entrée comparant la position des enfants et des parents. Ces tables sont établies sur la base des professions exercées par les actifs âgés de 40 à 59 ans et regroupées en PCS.

PCS du fils en colonnes, du père en lignes : habituellement, c'était le cas.

La table des destinées permet de répondre à la question : que sont devenus les fils de :... ? On calcule généralement les % en ligne (100 en bout de ligne).

En 2003, sur 100 fils d'agriculteurs, 22 sont eux-mêmes agriculteurs.

La table de recrutement (ou table d'origine) permet de répondre à la question : d'où viennent les... ? On calcule généralement les % en colonne (100 en bout de colonne).

En 2003, 88 % des agriculteurs sont fils d'agriculteurs.

Pourquoi généralement ? Les fils sont-ils en lignes ou en colonnes ?

- La mobilité structurelle est le changement de P.C.S relatif à l'évolution de la structure économique. Elle est la conséquence des transformations des structures de la population active : s'il y a de moins en moins d'agriculteurs parce que les gains de productivité permettent de produire autant avec un effectif plus réduit, tous les enfants d'agriculteurs ne pourront pas devenir agriculteurs parce qu'il y a de moins en moins d'agriculteurs. Ils changeront de statut.
- La mobilité nette est le changement de position sociale qui ne découle pas des modifications des structures socio professionnelles. Elle traduit une certaine fluidité de la société, c'est-à-dire la facilité qu'ont ses membres à changer de position sociale.
- La mobilité totale (ou brute) prend en compte les deux formes précédentes.

Une société fluide est une société où la position sociale des individus n'est pas déterminée par leur origine sociale : elle renvoie à une indépendance statistique entre origine et position sociales des pères et celle des fils. La fluidité sociale permet de mesurer la force du lien entre origine et position sociales, c'est-à-dire de mesurer les chances respectives d'atteindre telle ou telle position sociale selon son origine sociale indépendamment des évolutions de la structure sociale. L'étude de la mobilité sociale permet de mesurer l'égalité des chances : il y aurait parfaite égalité des chances si un fils de cadre avait la même probabilité de devenir cadre qu'un fils d'ouvrier.

La mobilité sociale observée s'explique en partie par les transformations de la population active. En 2003, dans la génération des fils, il n'y a que 4 % d'agriculteurs (les hommes âgés de 40 à 59 ans) contre 16 % dans la génération des pères.

## **B De l'espoir d'une mobilité ascendante à la peur du déclassement**

Le déclassement recouvre au moins 3 phénomènes : les situations de mobilité sociale descendante intergénérationnelle ou intragénérationnelle et les situations de surqualification, c'est-à-dire où le niveau de diplôme est supérieur à celui qu'exige l'emploi occupé.

Alors que la part de la mobilité nette avait tendance à croître depuis les années 1950, témoignant d'une hausse de la fluidité de la société française, ce mouvement s'est inversé depuis les années 1990, conduisant à parler de "*panne de l'ascenseur social*".

La mobilité sociale ascendante a été possible pour les enfants nés dans la "*décennie dorée*", c'est-à-dire entre 1945 et 1955, alors que les enfants nés après 1965 ont, eux, subi des difficultés d'insertion professionnelle liées au ralentissement de la croissance à partir de 1975. Ces difficultés d'insertion professionnelle ont pesé sur leurs possibilités de mobilité ascendante.

La mobilité sociale des enfants de parents immigrés est plus forte que celle des enfants de parents nés en France.

## C Une mobilité sociale différente selon les générations et les PCS

La mobilité sociale reste limitée. Elle se réalise principalement entre catégories sociales proches. Le **paradoxe d'Anderson** (1961) est un paradoxe empirique selon lequel l'acquisition, par un étudiant, d'un diplôme supérieur à celui de son père ne lui assure pas une position sociale plus élevée.

La position relative des fils par rapport aux pères est assez peu liée à leurs diplômes relatifs. La position sociale du fils dépend davantage de la position sociale des pères que de leurs diplômes respectifs. Pour Raymond Boudon, c'est la dévalorisation des diplômes qui explique ce phénomène. Il n'est donc pas étonnant que des fils d'ouvriers plus diplômés que leurs pères aient une position sociale comparable à la leur.

Il n'y a pas forcément coïncidence entre le nombre de diplômes délivrés et le nombre d'emplois correspondants sur le marché du travail. Si le nombre de diplômés du supérieur long est plus important que le nombre d'emplois de cadres disponibles, certains diplômés connaîtront un déclassement scolaire et se retrouveront dans la situation du paradoxe d'Anderson.

**Effet de dominance :** à diplôme égal, une partie des positions sociales supérieures sont attribuées prioritairement aux enfants d'origine sociale élevée (en raison du capital social).

**Socialisation anticipatrice :** socialisation opérée par un individu qui adapte son comportement et acquiert les normes et les valeurs du groupe social auquel il souhaite appartenir.

Dans "*La lutte des places*", Vincent de Gaulezac montre que la mobilité ascendante peut poser problème : L'individu est pris entre deux groupes. Elle peut être mal vécue, même quand elle est ascendante. Cette situation peut être déstabilisante pour celui qui la vit : il ne se sent à sa place nulle part. Il est pris en contradiction entre son désir de réussir et le sentiment de renier ses origines. Mentionnons le livre "*La place*" d'Annie Ernaux, femme d'origine populaire qui devient agrégée de lettres.

## 2 Expliquer la mobilité et la reproduction sociales

### A Démocratisation scolaire et réduction des inégalités

En France, depuis les années 1950, l'école connaît une démocratisation quantitative : dans une génération, la part des élèves qui obtiennent le bac puis accèdent à l'enseignement supérieur croît fortement.

Ces dernières décennies, le niveau d'instruction n'a cessé de s'élever au fil des générations. Autrefois largement exclus de l'enseignement secondaire, les enfants des classes populaires ont vu leur scolarité se prolonger d'abord au collège, puis au lycée et à l'université. En 1962, seuls 55 % des enfants entraient en classe de sixième. Prenant conscience de la prochaine pénurie de techniciens, ingénieurs dans un contexte de forte croissance économique (Les Trente Glorieuses), les pouvoirs publics prolongent la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

Dans les années 1950, il y avait 32 000 bacheliers par an et 120 000 étudiants. En 2000, il y a 450 000 bacheliers et plus de 2 millions d'étudiants.

Cette massification de l'enseignement s'explique tout autant par la hausse de la demande éducative des familles que par la croissance de l'offre d'éducation de la part des pouvoirs publics : 1966 création des IUT ; 1968 création du bac technologique ; 1985 création du bac professionnel.

Les différentes filières ne préparent pas au même avenir et sont socialement très clivées. En 2010, 36 % des candidats au baccalauréat professionnel ont un père ouvrier, contre seulement 15 % des élèves de classe terminale générale.

Mais l'inégalité des chances persiste à l'école. Les enfants des catégories supérieures ont toujours une meilleure réussite scolaire que les enfants des catégories populaires. Comme ces inégalités se cumulent tout au long de la scolarité, c'est au sein des filières longues les plus prestigieuses que les inégalités sont les plus importantes.

55 % des élèves des classes préparatoires sont enfants de cadres ou de professions libérales, tandis que seuls 16 % ont des parents ouvriers, employés ou inactifs.

Dès la maternelle, des inégalités sociales sont bien présentes, particulièrement marquées dans le domaine de la logique verbale.

Au collège, par le biais du choix des options (langues vivantes ou anciennes) ou par l'instauration de "*classes européennes*" les inégalités s'accroissent, puisque tous les travaux disponibles montrent que l'on progresse plus dans les "*bonnes classes*" que dans les autres.

Les inégalités quantitatives d'accès aux différents niveaux du système éducatif ont été remplacées par des inégalités qualitatives liées au choix des filières.

Certains sociologues évoquent une **démocratisation ségrégative** pour souligner que la démocratisation de l'accès au bac ne s'est pas faite dans les mêmes séries (bac général pour les enfants de cadres et bac professionnel pour les enfants d'ouvriers).

## **B Regards des sociologues sur le système scolaire et l'égalité des chances**

La réussite scolaire est fortement corrélée avec la position sociale et le niveau de diplôme des parents.

Pour **Emile Durkheim** (1858-1917), l'école est à travers l'apprentissage de valeurs communes, un élément essentiel du "*vivre ensemble*".

L'école est de plus en plus un passage obligé dans la promotion sociale. L'évolution de la structure des emplois souligne l'importance du capital culturel dans l'acquisition des positions sociales.

Dans "*l'école capitaliste en France*", paru en 1971, **Christian Baudelot** et **Roger Establet** affirment que l'école reproduit l'opposition entre travail manuel et travail intellectuel et l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie.

Il existerait deux réseaux d'éducation différents correspondant aux deux grandes classes sociales. Les enfants issus du prolétariat entrent dans un réseau primaire-professionnel qui reproduit la situation sociale de leurs parents, et les enfants issus de la bourgeoisie entrent dans un réseau secondaire-supérieur qui, lui aussi, tend à la reproduction sociale.

Dans "*Les héritiers*" (1964) et "*La reproduction*" (1970), **Pierre Bourdieu** et **Jean-Claude Passeron** expliquent les inégalités face à l'école par les différences de dotation en capital économique, mais surtout culturel. La proximité entre la culture

de l'école et celle des catégories dominantes favorise la réussite scolaire de ces dernières.

Au contraire, les enfants des catégories défavorisées sont victimes d'une rupture entre culture familiale et culture scolaire et peuvent donc éprouver des difficultés à s'adapter. Leur réussite scolaire est donc plus aléatoire.

L'école valorise la culture de la classe dominante en privilégiant certaines œuvres littéraires ("*classiques*"), en postulant la supériorité de l'expression écrite, en montrant une hiérarchie entre compétences manuelles et intellectuelles. Instrument de reproduction sociale, l'école est organisée pour permettre aux dominants de transmettre leur position à leurs "*héritiers*".

**Raymond Boudon** adopte une démarche individualiste qui aboutit à une explication bien différente. Ce sont les stratégies individuelles et familiales qu'il identifie comme causes de l'inégalité des chances.

Dans "*L'inégalité des chances*" (1973), il montre que les individus rationnels cherchent à optimiser leur satisfaction et se livrent à un calcul.

La scolarité implique des choix : poursuite ou arrêt des études, orientation vers telle ou telle filière. Chaque orientation comporte des coûts en temps (durée des études), en argent (achats de livres, paiement d'inscriptions), en efforts (quantité de travail exigée). C'est l'arbitrage entre ces coûts (que l'on engage) et les avantages que l'on espère retirer d'un diplôme (prestige, carrière, revenu) qui détermine les décisions prises. Toutes les familles ne font pas les mêmes choix car elles n'ont ni les mêmes priorités, ni les mêmes espoirs.

La prolongation des cursus scolaires ne permet que lentement l'égalisation des chances. La massification a des effets pervers : certains diplômes se dévalorisent en se répandant (le bac vaut "*moins cher*" quand il y a plus de bacheliers), certaines décisions familiales apparemment rationnelles perdent alors de leur efficacité.

**Bernard Charlot** réfute les 2 approches. Il réfute l'approche de Raymond Boudon qui néglige les effets de domination et explique mal la régularité de l'échec des enfants des couches populaires, même quand leurs parents font le choix d'études longues et de sacrifices coûteux.

Il réfute aussi l'approche de Pierre Bourdieu : comment se fait-il que des enfants issus des catégories populaires réussissent à l'école ?

Il explique la trajectoire scolaire par les différences de rapport au savoir.

Le rapport au savoir est défini comme les relations que l'enfant entretient avec l'acte d'apprendre et le fait d'acquérir des connaissances : pourquoi faut-il apprendre ? Dans quel but aller à l'école ?

Ce rapport est lié aux relations de l'enfant avec les autres (parents, amis, enseignants) et avec lui-même : apprend-t-il pour faire plaisir à ces autres ou y cherche-t-il quelque chose pour lui-même ? Apprend-t-il pour construire des savoirs dont il attend une victoire personnelle ou pour avoir un "*bon métier*" ?

De ce rapport au savoir dépend largement le succès des apprentissages et donc le profil d'un élève. Ce rapport est à la fois singulier (il dépend de chacun et de son histoire) et collectif (il dépend du cadre social).

L'attitude générale d'un professeur face à chacun de ses élèves, sa réaction face aux succès ou aux échecs seraient donc fortement déterminantes sur la réussite scolaire.

On a pu montrer que la politique qui consiste à supprimer les sélections précoces

et à différencier les choix d'options et d'orientations produit des résultats significatifs.

## C Le rôle de la famille dans la destinée sociale

Le rôle de la famille dans la mobilité est multiple : il se joue dans la constitution du couple comme dans l'éducation des enfants.

Historiquement, et dans certains milieux sociaux encore aujourd'hui, le choix du conjoint est stratégique : il permet de s'élever socialement ou de réaliser une stratégie de reproduction sociale en choisissant un conjoint qui partage les mêmes valeurs ou normes.

Dans les sociétés traditionnelles le mariage est, par principe, endogamique : il se contracte à l'intérieur d'une caste, d'un ordre, d'une religion.

Dans les sociétés modernes, on pourrait s'attendre à ce que les mariages soient contractés de façon aléatoire. L'hétérogamie (union de personnes appartenant à des groupes socio professionnels différents) devrait donc être la règle et l'homogamie (union de personnes appartenant au même groupe socio professionnel) l'exception.

Des sociologues ont mesuré cette homogamie. Il ressort que les mariages ne se contractent pas de façon aléatoire, mais de façon privilégiée entre groupes socio professionnels identiques ou proches.

L'homogamie reste très fréquente. La première explication à ce phénomène est d'ordre probabiliste. Dans la mesure où chaque groupe socio professionnel a tendance à fréquenter des lieux qui lui sont spécifiques, la probabilité qu'un individu de rencontrer, puis d'épouser quelqu'un appartenant à un milieu social très éloigné du sien est faible.

D'autres sociologues ont montré que l'homogamie pouvait être analysée comme étant la résultante de choix rationnels. Un individu a intérêt à choisir son conjoint dans un milieu social proche du sien pour des raisons économiques (le maintien ou la progression du niveau de vie) mais aussi culturelles (le développement des échanges entre les époux).

L'homogamie peut enfin être expliquée par la proximité culturelle des futurs époux. Chaque groupe social peut être identifié par des préférences, des aptitudes, des façons de parler.

La taille de la famille (nombre d'enfants) conditionne l'investissement (au sens propre et au sens figuré) des parents.

Par le capital culturel, social et économique qu'elles transmettent, les familles conditionnent la réussite sociale de leurs enfants. L'enfant sera plus ou moins doté des capitaux que l'école valorise, et qui seront la clé de sa réussite scolaire, elle-même déterminante dans l'obtention d'un emploi et donc la réussite sociale.

## Conclusion

Le ralentissement de la croissance a provoqué une moindre création d'emplois en particulier pour les professions intermédiaires et les cadres, ce qui a accentué la "*concurrence sociale*" entre enfants de milieux populaires et enfants de milieux aisés. La " lutte pour les places " devient plus rude.

Par ailleurs les emplois qui se sont développés sont des emplois précaires qui concernent principalement les milieux populaires.

On observe une progression de la mobilité sociale descendante. La peur du déclassement est ressentie par l'ensemble de la société.

### 3 Additifs

- **Analysez la mobilité sociale selon les différentes générations et les différentes CSP.**

Une mobilité qui diffère selon les générations. Les ascendants restent plus nombreux que les descendants chez les 30-59 ans et les promotions toujours supérieures aux déclassements. Une mobilité qui diffère selon les CSP. Des cadres et PIS et leurs enfants qui ont les meilleures chances de devenir ou rester CPIS, mais qui craignent le déclassement et cherchent à se protéger. Des classes populaires inquiètes de l'avenir (chômage, précarité) et qui pour une part connaissent le déclassement.

Des classes moyennes éclatées et inquiètes de l'avenir de leurs enfants.

Si l'ascenseur social monte encore, il descend aussi, d'où l'inquiétude qui se diffuse au-delà même de la réalité du phénomène.

- **Expliquez quels sont les mécanismes par lesquels l'école et la famille influent sur la mobilité sociale.**

L'école influe sur la mobilité sociale : elle délivre des diplômes et permet la mobilité sociale et professionnelle. Mais la réussite scolaire est très liée à l'origine sociale.

La famille influe sur la mobilité sociale : la grande taille de la famille (mais beaucoup moins que l'origine sociale) et l'appartenance à des familles monoparentales et/ou recomposées ont une incidence négative. Le diplôme de la mère a au contraire une influence positive. Le choix du conjoint, souvent homogame, contribue à une certaine reproduction sociale.